

Gilles Boquérat

Chercheur associé à la Fondation pour
la Recherche Stratégique

Pakistan : les enjeux d'un retour

(mai 2013)

Résumé

Pour son retour au pouvoir, Nawaz Sharif dispose d'une légitimité populaire résultant d'une participation électorale élevée et d'une solide assise parlementaire offrant la perspective d'un gouvernement stable susceptible de s'affirmer face à l'*establishment* militaire. Sa capacité à peser sur le rapport de force institutionnel ne manquera pas d'avoir une incidence sur les nombreux défis économiques et stratégiques auxquels le pays est confronté.

Abstract

For his return to power, Nawaz Sharif can count on a popular legitimacy resulting from a great turnout and a solid parliamentary base allowing for a stable government to hold his own against the military establishment. It remains to be seen if the Prime Minister can efficiently juggle the balance of power and address the myriad of economic and strategic issues facing Pakistan.

Nawaz Sharif pouvait difficilement souhaiter une situation politique plus favorable à l'issue d'élections relativement libres et transparentes qui marquent une étape importante pour l'enracinement démocratique du Pakistan. Contrairement aux analyses qui misaient sur un Parlement sans claire majorité pour un parti et donc à la merci d'alliances instables, à l'instar du gouvernement précédent, la Ligue Musulmane du Pakistan-Nawaz (PML-N), frôle la majorité absolue et n'aura aucun problème à se rallier le soutien des quelques députés qui lui manquent. Par ailleurs, son parti dispose d'une large majorité à l'assemblée provinciale du Pendjab et son frère, Shahbaz Sharif, pourrait être reconduit à la tête de cette province-clé, traditionnellement le cœur politique, industriel et de l'institution militaire du pays. Enfin le taux de participation élevé – autour de 60 % -, malgré les menaces proférées par les Taliban pakistanais, assure au Premier ministre une légitimité populaire importante dans le cadre du rééquilibrage du rapport de force avec l'*establishment* militaire, un taux de participation deux fois plus important que lors de sa précédente arrivée à la tête du gouvernement central en 1997. Deux ans plus tard, Nawaz Sharif avait été renversé par un coup d'Etat militaire diligenté par le général Musharraf. Condamné à perpétuité, puis exilé en Arabie saoudite, Nawaz Sharif en a gardé une rancœur certaine envers les militaires. Ces derniers, au nom du « diviser pour mieux régner » avaient fait d'Imran Khan leur favori.

Le *Pakistan Peoples Party* (PPP), qui a dirigé la coalition sortante, se trouve dorénavant quasiment réduit au statut de parti régional, n'ayant réussi à préserver son influence que dans sa place forte du Sind. Ce revers n'a rien de surprenant tant son image s'était détériorée auprès de l'opinion publique de par son association avec des affaires de corruption, un suivisme à l'encontre des Etats-Unis mal perçu et une incompétence en matière de gestion économique. Pour la première fois, le PPP n'a pas pu s'appuyer sur une figure charismatique de la famille Bhutto. Eloigné des meetings publics pour des raisons de sécurité, les quelques interventions de Bilawal, le fils de Benazir et du président Asif Ali Zardari âgé de 25 ans, n'ont pas convaincu. Le parti n'aura pas trop de cinq années passées dans l'opposition pour se reconstruire autour d'un affichage social-démocrate dépourvu d'ambiguïté. Une victime collatérale de cette large défaite est Asif Ali Zardari qui voit s'éloigner la possibilité d'une réélection lors de la présidentielle prévue pour la fin de l'été et dont le résultat sera décidé par un collège électoral.

Quant aux autres partis ayant participé à la coa-

lition sortante, ils n'ont guère mieux réussi. L'ANP, le parti pachtoune laïcisant a été laminé dans son fief du Khyber-Pakhtunkhwa alors que la PML-Q, fondé par Musharraf, est en voie de disparition. Seuls le parti islamiste Jamiat-Ulema-e-Islam-Fazal Rehman (JUI-F) conserve quelque influence locale et le Muttahida Qaumi Movement (MQM) maintient la plupart de ses positions dans la métropole de Karachi où la force des armes fait souvent force de loi.

Le tsunami promis par Imran Khan et son Mouvement pour la Justice (Pakistan Tehreek-i-Insaf) n'a finalement pas eu lieu, en ne réussissant pas à faire vaciller la PML-N au Pendjab qui fournit 148 des 272 députés élus sur des sièges « généraux » de l'Assemblée nationale. Sa récente émergence sur la scène politique et le scrutin à un tour ont probablement défavorisé le PTI face à la machine électorale bien rodée du PML-N. Le PTI passe toutefois de zéro à une trentaine de députés et, arrivé localement en tête, devrait être en mesure de former un gouvernement dans la province de Khyber-Pakhtunkhwa, ce qui le mettrait en proximité géographique avec les Taliban pakistanais avec lesquels Imran Khan avait appelé au dialogue. Concernant la province rebelle du Baloutchistan, les résultats des élections ne semblent pas être de nature à prévenir les risques de polarisation entre pachtoune et baloutches et entre nationalistes et loyalistes.

Nawaz Sharif accède pour la troisième fois à la fonction de Premier ministre après deux passages à la tête du gouvernement durant les années quatre-vingt-dix (1990-93, 1997-99). Aujourd'hui âgé de 63 ans, il avait été lancé en politique par l'*establishment* militaire dans les années quatre-vingt, du temps du régime dictatorial du général Zia ul-Haq, afin de contrecarrer un retour du PPP placé sous la direction de Benazir Bhutto après l'assassinat de son père. A la tête d'un parti conservateur – en 1998 il avait même tenté de faire passer un amendement à la Constitution renforçant le caractère islamique du pays –, il est avant tout un pragmatique. C'est un homme politique mais aussi d'affaires, en faveur de la libre entreprise et de l'économie de marché. On peut donc s'attendre à ce qu'il engage des privatisations et essaie de regagner la confiance des entrepreneurs locaux – la bourse de Karachi a salué son élection – et des investisseurs étrangers qui se sont détournés du pays du fait du climat d'insécurité, d'infrastructures déficientes et de la corruption. Le budget qui doit être adopté dans les prochaines semaines donnera une idée des priorités en matière économique. Il y a deux urgences. La première est de négocier un nouveau prêt auprès des instances financières internationales pour parer à la dangereuse baisse des

réserves de change et remplir les obligations en matière de service de la dette. La seconde est de s'attaquer au déficit énergétique qui grève le bon fonctionnement du tissu industriel et qui mécontente une population supportant de longues coupures de courant. A ce titre, le gouvernement précédent s'était prononcé en faveur de la construction d'un gazoduc venant d'Iran, un projet auquel les Saoudiens n'étaient guère favorables. Or, on connaît la proximité de Nawaz Sharif avec l'Arabie saoudite.

Avec la maturité acquise au fil d'une désormais longue carrière politique, il faut espérer que Nawaz Sharif ne soit plus tenté par les dérives autoritaires qui avaient marqué son dernier passage au pouvoir lorsqu'il avait croisé le fer avec le pouvoir judiciaire et les médias. Des confrontations qu'il serait d'ailleurs plus risqué de mener tant ces deux institutions sont montées en puissance au cours des dernières années. Les médias, à la faveur de la libéralisation engagée sous Pervez Musharraf, ont vu une multiplication des chaînes de télévision qui furent souvent sans concession avec le gouvernement sortant. Celui-ci ne fut pas non plus épargné par le président de la Cour Suprême, Iftikhar Chaudhry, qui n'a eu de cesse de faire valoir l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Si les Taliban pakistanais n'ont pas réussi à perturber le bon déroulement d'élections « non-islamiques » le jour du scrutin, ils ont au moins la satisfaction d'avoir écarté du pouvoir les partis les moins critiques envers la guerre contre le terrorisme. En début d'année, le Tehreek-i-Taliban Pakistan (TTP) avait accepté le principe de négociations avec les autorités à condition que Nawaz Sharif en soit l'un des garants. Il est vrai que la PML-N est restée fort discrète pour condamner les agissements du TTP et a entretenu des relations inavouables avec des groupes radicaux en vue de gains électoraux locaux. On peut donc s'attendre à des offres de dialogue. Mais les marges de manœuvre restent limitées. L'armée, plusieurs fois ciblée par le TTP, reste sur ses gardes. Le chef des forces armées, le général Kayani, a rappelé que les Taliban devaient abandonner la lutte armée et accepter la constitution avant de pouvoir engager des pourparlers. Quant aux Américains, ils souhaitent comme préalable une rupture des liens entretenus par les Taliban avec les éléments djihadistes étrangers. En arguant en faveur d'une réintégration des Taliban afghans, et ses différents groupes se trouvant sur le sol pakistanais, au sein de la sphère du pouvoir à Kaboul, l'*establishment* espère ainsi pouvoir dissocier les Taliban pakistanais de leurs homologues afghans afin de les

combattre plus aisément.

La question afghane, et plus largement celle de la frontière occidentale, restera placée sous la tutelle de l'armée qui n'a pas les mêmes réticences que le Premier ministre au sujet des attaques de drones et dont l'objectif demeure de voir disparaître la sensibilité pro-indienne des dirigeants afghans. Autant Nawaz Sharif est resté discret quant à ses objectifs concernant l'Afghanistan, autant il a réaffirmé qu'il était favorablement disposé pour approfondir la relation bilatérale avec l'Inde, à commencer par un accroissement des échanges commerciaux qui suivent déjà une modeste pente ascendante. La dernière visite d'un Premier ministre indien au Pakistan dans un cadre bilatéral remonte à février 1999 lorsque Nawaz Sharif avait chaleureusement reçu Atal Bihari Vajpayee à Lahore, au grand dam des militaires pakistanais qui répliquèrent en déclenchant un conflit limité avec l'Inde dans la région de Kargil. Concernant le Cachemire, Nawaz Sharif a réaffirmé dans un entretien à la veille des élections, qu'une solution passait par la satisfaction des trois parties en présence – les Pakistanais, les Cachemiris, et aussi les Indiens. Toutefois, l'armée, qui trouve dans l'animosité avec le voisin oriental la première justification à un budget de la défense élevé, entend rester vigilante. Le cauchemar des dirigeants indiens repose sur la crainte de voir les groupes islamistes combattants, orphelins de la cause anti-occidentale en Afghanistan après 2014, être « réutilisés » pour faire le coup de feu au Cachemire.

Si, à Washington, on regrettera le gouvernement sortant pour son soutien à la cause de la guerre contre le terrorisme, ce dernier était cependant en opposition sur la question de l'isolement de l'Iran et, faute d'offrir de réelles perspectives d'avenir sur le plan économique, renforçait l'instabilité du sixième pays le plus peuplé au monde. On escompte que la renégociation des termes du partenariat bilatéral voulue par Nawaz Sharif ne se fasse pas au détriment d'un retrait en bon ordre des troupes et équipements américains d'Afghanistan et plus généralement intègre la prise en compte des intérêts de l'administration Obama en termes de lutte contre le terrorisme. A cette fin, les Américains souhaitent assurément une bonne coordination entre le nouveau pouvoir civil et l'armée. Si le discours dominant est de vouloir extraire le pays de sa dépendance envers l'assistance internationale, il s'agit-là d'une aspiration louable qui nécessitera notamment le courage politique d'élargir l'assiette fiscale. En attendant, il faudra composer avec les Etats-Unis comme pourvoyeur de fonds influent. ♦

Auteur

Gilles Boquérat est chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique, spécialiste des dynamiques internes et des échanges internationaux des pays de l'Asie du Sud. Il a notamment passé de nombreuses années en Inde (Université Jawaharlal Nehru, Centre de Sciences Humaines, New Delhi) et au Pakistan (Institut d'Etudes Stratégiques d'Islamabad).

g.boquerat@frstrategie.org

Les dernières Notes de la FRS

- Samir Battiss, NATO Military Partnerships: The US National Guard State Partnership as the driving force for pre-accession and long-term cooperation, note n° 10/13, May 2013
- Bruno Tertrais, La révolution pétrolière américaine : quelles conséquences stratégiques, note n° 09/13, avril 2013
- Noël Stott, Africa and the Chemical Weapons Convention, note n° 08/13, April 2013
- Jaclyn Tandler, Known and Unknowns: President Obama's Lethal Drone Doctrine, n° 07/13, April 2013

***Les opinions exprimées ici
n'engagent que la responsabilité de leur auteur.***

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur

WWW.FRSTRATEGIE.ORG